



FNEE CGT

Fédération Nationale
des personnels

des ministères de l'Écologie,
de la Cohésion des Territoires, de la Mer,
des Transports et du Logement



Fédération Nationale de l'Équipement et de l'Environnement CGT - 263 rue de Paris - case 543 - 93515 Montreuil Cedex
Tél. : 01 55 82 88 75 – Mail : fd.equipement@cgt.fr - Site internet : www.equipementcgt.fr

Audience bilatérale avec M. BÉCHU, ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires

Mardi 6 septembre 2022 - Hôtel de Rocquelaure

La CGT a pour commencer exprimé ses doutes et inquiétudes à travers une déclaration (voir ci-après), ce qui a fait réagir le ministre. Après quelques explications supplémentaires, ce dernier a reconnu que nous faisons preuve de franchise et que **nos propos traduisaient « le ras-le-bol d'une majorité d'agents » de son ministère ».**

Avec plus de 20 ministres en 20 ans, assumant ou prenant leur distance avec la suppression des effectifs et des moyens, alors que le service public et les agents en pâtissent, alors qu'il n'y a jamais eu de véritable anticipation pour lutter contre le réchauffement climatique et la perte de biodiversité, ou pour préserver les infrastructures ... **le ministre a laissé planer le doute sur les orientations à venir.**

Il indique : « Pour conduire des politiques, il faut des moyens humains et budgétaires. Je ne suis pas venu pour faire de la figuration ou de la communication, ma priorité c'est d'enrayer une baisse des effectifs, qui n'est pas compatible avec la lutte contre le changement climatique. Il faut sortir d'une logique purement comptable. », tout en affirmant que certains domaines doivent être renforcés, ce qui peut signifier que ce serait au détriment d'autres ! Enrayer n'engage pas à grand-chose et rappelle la fameuse « inversion de la courbe du chômage » du gouvernement Hollande...

Nous jugerons donc sur les actes, alors que la CGT revendique plus qu'une stabilisation des effectifs : **20 000 postes supplémentaires sur la mandature, ce qui signerait un véritable engagement de ce gouvernement.**

Pour éluder le sujet de l'inaction et du manque d'anticipation de la France, le ministre esquivait en la comparant aux autres pays, arguant que la lutte contre le réchauffement climatique est un sujet mondial.

Aucune réponse sur le transfert au privé des missions, sur un possible arrêt des « restructurations », sur la préservation des compétences et de la formation initiale et continue ... ni sur le rapport du Sénat concernant les DDI.

Concernant la loi 3DS, le ministre pense, selon son expérience d' élu local, que les agents territoriaux font aussi bien que les agents de l'État. Mais la question n'est pas pour nous d'opposer les agents, ni les missions. Le sujet est celui du rôle de l'État, afin de garantir l'égalité de traitement, l'homogénéité des réponses aux besoins, la connaissance et l'expertise, la normalisation ... **Le ministre conditionne l'avenir des DIR au résultat de la loi 3DS, suite au positionnement des collectivités attendu pour fin septembre 2022. Il indique compter les OPA restants après sa mise en œuvre : quel MÉPRIS !**

La CGT revendique un bilan sérieux et objectif de la décentralisation, à un moment où la France a été déclassée de la 1^{ère} à la 19^{ème} place en 10 ans pour la qualité de ses routes !

Alors qu'un nouvel agent percuté sur la route est entre la vie et la mort, la réponse du ministre est de nous informer d'une campagne de communication « tout public » contre les incivilités. Il a fallu insister lourdement pour que le sujet de la sécurité en intervention soit pris un peu plus au sérieux que par des enquêtes post-accident, des retours du CHSCT ...

Rien sur le logement, la prévention des risques ...

Lorsque nous dénonçons l'inefficacité, la gestion des certificats d'économie d'énergie (incitation à l'isolation des passoires thermiques) par les grands groupes fournisseurs d'énergie, aucune remise en cause ,alors même qu'on est très loin d'isoler 700 000 logement par an !

Rien non plus sur les rémunérations, alors que la crise touche de plein fouet les agents !

Le ministre affiche beaucoup de compassion. Comme celles et ceux qui l'ont précédé, il se dit d'accord dès lors qu'il s'agit d'être vigilant dans le domaine de la préservation de la biodiversité (utilisation des pesticides, préservation des écosystèmes, lutte contre l'artificialisation ...) Il semble réprouver les pressions subies par des agents de l'Office Français de la Biodiversité dans la conduite de certaines enquêtes judiciaires, sous influence de *lobbies* externes, considérant que l'exemplarité est nécessaire à la crédibilité de l'État. Concernant les problèmes à Météo France, il annonce qu'il se rendra au siège à Toulouse en réponse à l'adresse intersyndicale que nous lui avons remise en séance.

Le ministre annonce un nouveau comité Théodule¹, le comité sécheresse, qui sera mis en place à l'automne. A chaque nouvelle crise, un nouveau comité apparaît, alors qu'il existe déjà nombre d'instances consultatives apportant leur force d'analyse et de proposition (Conseil Economique Social et Environnemental, CESE Conseil National de la Transition Ecologique - CNTE, Conseil National de la Biodiversité - CNB ...) Rien donc de nouveau qui garantisse contre l'inaction d'un gouvernement qui contourne les avis répétés des de ces instances qui font leur travail d'alerte et prodiguent des solutions !

Beaucoup de compassion aussi sur l'avenir des OPA, sans pour autant missionner le secrétaire général du ministère, présent à la réunion, pour améliorer leur statut, ni soutenir l'idée de recrutements futurs, qui sont pourtant mis en œuvre au ministère des Armées, avec les ouvriers d'État.

Aucune réponse sur la « sous-traitance » dans les établissements publics, ni sur les accords conclus avec le ministère par exemple sur le télétravail, les discriminations et haines ou la prise en compte du handicap, qui ne les obligent en rien, alors qu'un tiers des agents sont confrontés à ces situations graves !

Nous retenons de cette entrevue le terme de « bienveillance ». Mais ce terme à la mode n'est-il pas l'habituel paravent de l'immobilisme, pour mieux préserver les intérêts privés, tout en laissant croire que ça va changer ? Il y a quand même quelque urgence à lutter contre le réchauffement climatique, pour la préservation de la biodiversité, pour améliorer les infrastructures ; bref pour l'avenir et le quotidien de tous...

1 Expression créée par Charles de Gaulle en 1963. Il critique ironiquement les comités français qui n'ont aucune efficacité et invente donc ce comité pour parodier l'inutilité des commissions : « l'essentiel ce n'est pas ce que peuvent penser le comité Gustave, le comité Théodule ou le comité Hippolyte, l'essentiel pour le Général de Gaulle, c'est ce qui est utile au peuple français. »